

## Examen anticipé et enregistrement de demandes ne posant manifestement aucun problème

L'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI) a introduit la procédure d'examen anticipé selon laquelle les demandes d'enregistrement qui ne posent manifestement aucun problème sont examinées dans un délai de 6 jours ouvrables. Ces demandes sont ensuite enregistrées dès que les taxes de dépôt et les taxes de classes supplémentaires sont acquittées.

Cette procédure d'examen anticipé ne s'applique toutefois qu'aux demandes d'enregistrement dont la liste des produits et services revendiqués (LPS) est constituée de termes dont la plupart sont conformes à ceux de la banque de données de l'IPI, disponibles sous [e-trademark](#) (« Intitulés classes » ou « Fonction recherche ») ou dans [l'aide à la classification](#). Une liste de produits et services constituée de termes dont la plupart sont conformes à ceux de la banque de données est une liste dont trois termes au maximum ne sont pas conformes. Le mot « terme » ne signifie pas un seul mot, mais une formulation désignant un produit ou un service (p.ex. « coffres à outils vides en métal »).

Pour l'examen de ces demandes, les examinateurs disposent d'un délai très court. Le signe peut être enregistré à titre de marque lorsque, dans ce laps de temps :

- aucun obstacle formel à l'enregistrement n'est constaté ;
- la recherche dans les bases de données ne débouche sur aucune occurrence pertinente ;
- concernant les marques verbales/figuratives, les éléments graphiques ou l'élément figuratif confèrent au signe le caractère distinctif nécessaire.

Au vu du temps très court imparti pour l'examen anticipé, en particulier les demandes d'enregistrement de marques collectives, les signes non conventionnels (p. ex. marques tridimensionnelles ou de position) et de marques de garantie ainsi que les demandes d'enregistrement de marques qui se sont imposées dans le commerce sont traitées d'emblée selon la procédure d'examen ordinaire.

Lorsqu'une marque pour laquelle la procédure accélérée a été requise (art. 18a OPM) peut être enregistrée conformément aux conditions susmentionnées, l'IPI renonce à percevoir la taxe supplémentaire pour procédure accélérée. Les demandes qui sont jugées ne pas pouvoir être enregistrées dans le temps préétabli sont dirigées vers une procédure d'examen ordinaire ou accélérée (« Express »).